



HAL
open science

Incidences pour les pays en voie de développement de la procédure de désarmement entre l'Est et l'Ouest

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Incidences pour les pays en voie de développement de la procédure de désarmement entre l'Est et l'Ouest. Cahiers de sciences économiques, 1991, 11, pp.58-94. hal-02959286

HAL Id: hal-02959286

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02959286>

Submitted on 6 Oct 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Incidences pour les pays en voie de développement de la procédure de désarmement entre l'Est et l'Ouest

Jacques Fontanel

Univzersité des Sciences Sociales de Grenoble
Cahiers de Sciences Economiques n°11

Grenoble, 1991.

A l'occasion des procédures onusiennes d'analyse de l'impact d'un désarmement des pays développés, dont une partie des fonds économisés serait consacrée à l'aide aux pays les moins développés, de nombreuses études ont été engagées dans les Universités, pour en étudier les effets. Ces études n'ont pas toujours été bien diffusées. Or, elles présentent des conclusions parfois divergentes selon les pays, mais aussi elles soulèvent des problèmes importants comme la définition et la comparaison des dépenses militaires, les stratégies de puissance des Etats, la sécurité nationale et internationale, la conversion des industries d'armement, les crises sectorielles ou régionales consécutives à l'arrêt de financement public dans les industries d'armement et leurs fournisseurs, l'essor de l'aide internationale. Tout processus de désarmement ne conduit pas à une amélioration de la production nationale et même du bien-être. En revanche, sans volonté des Etats développés à aider les pays en développement, les conditions d'une paix durables ne seront jamais réunies, le processus de désarmement sera voué à l'échec et de nouvelles formes de conflits devraient apparaître.

On the occasion of the UN procedures for analysing the impact of disarmament of developed countries, part of the funds saved would be devoted to helping the least developed countries; many studies have been initiated, mainly in Universities and research centre, to study the effects. These studies have not always been well disseminated. However, they present conclusions that sometimes differ from one country to another, but they also raise important issues such as the definition and comparison of military spending, the power strategies of states, national and international security, the conversion of arms industries, sectorial or regional crises following the cessation of public funding for arms industries and their suppliers, and the rise in international aid. Not every disarmament process leads to an improvement in national production and even welfare. On the other hand, without the willingness of developed states to help developing countries, the conditions for lasting peace will never be met, the disarmament process will be doomed to failure and new forms of conflict are likely to emerge.

Désarmement, aide international, désarmement pour le développement, Conflit Est-Ouest

Disarmament, international aid, disarmament for development, East-West Conflict

Les procédures de désarmement engagées volontairement ou involontairement par l'OTAN et le Pacte de Varsovie ne peuvent manquer d'avoir des conséquences importantes sur les pays en voie de développement¹. Les efforts sont multiples, même si les résultats restent encore très décevants et en tout cas peu décisifs pour assurer, même à court terme, une situation propice à l'émergence d'une société de paix². Plusieurs questions sont en effet posées :

- Ce processus progressif de désarmement est-il la conséquence d'une volonté délibérée des Etats concernés ou le résultat d'une situation économique particulièrement alarmante

¹ Le concept de pays en voie de développement est relativement ambigu, même s'il existe, au sein des Nations Unies, un consensus politique pour une détermination empirique des pays susceptibles de recevoir cette appellation. Rappelons que le Tiers-Monde n'est pas une entité homogène et qu'il recouvre de multiples réalités. Cependant, pour l'étude qui va suivre, cette hétérogénéité économique ne recoupe pas exactement les conditions politiques diverses de la sécurité de chaque Etat, même si les pays producteurs et exportateurs de pétrole conserve un statut particulier qui rend leur analyse très complexe. Cf. Jacques FONTANEL : "L'armement et la santé dans les pays du Tiers-Monde". Etudes et Travaux, Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques de Grenoble, Grenoble, 1990.

² Des résumés succincts sur l'ensemble de ces négociations peuvent être trouvés dans les publications du Department for Disarmament Affairs des Nations Unies (Disarmament, Disarmament Newsletter, Yearbook of the United Nations) et de l'Institut des Nations Unies pour la Recherche sur le Désarmement (UNIDIR Newsletter, Research Reports - such as "Conventional Disarmament in Europe" by André BRIE, Andrezej KARKOSZKA, Manfred MULLER, Helga SCHIRMEISTER, UNIDIR, Geneva, 1988 - and Research Papers such as "A legal approach to Verification in Disarmament or Arms limitations" by Serge SUR, September 1988). La Revue ARES, Défense et Sécurité, fait aussi chaque année le point sur l'évolution de ces négociations, cf Jean-François GUILHAUDIS et Jacques FONTANEL : "La vérification du désarmement" Course aux armements et Désarmement, Volume XI. 1989.1. Grenoble, Décembre 1989.

susceptible de remettre en cause directement les conditions même de la sécurité internationale³ ? Au fond, les opinions publiques de la plupart des Etats sont favorables aux procédures de désarmement. En situation de crise économique, les mécontentements croissent et rendent encore plus difficile la gestion d'une économie fortement militarisée. La situation actuelle de désarmement qui s'exprime plus dans l'ordre du politique que dans ceux du militaire et du stratégique est très particulière et ne peut pas vraiment être interprétée à partir des exemples de l'histoire. Elle semble être très originale, comme l'a été cette période ininterrompue de course aux armements depuis plus d'un demi-siècle. On peut même dire que pour les grandes puissances c'est une situation nouvelle qui risque de modifier singulièrement l'ensemble de leur politique étrangère. "Elle (la politique étrangère américaine) perdra le sextant grâce auquel le navire de l'Etat a été dirigé depuis 1945... Les dividendes de la paix ne se résument pas à l'argent qui sera libéré. Ils incluent aussi les catégories de pensée qui finiront par s'épanouir"⁴. Dans ce contexte, le désarmement a trois interprétations différentes.

- Il peut concerner d'abord la réduction d'un excès d'armement et dès lors, il s'avère nécessaire, à un moment ou à un autre, de définir la conception de surarmement. Dans ces conditions, il est probable que les facteurs économiques ne seront pas les instruments les mieux adaptés pour servir d'indicateurs fiables. D'une part, compte tenu des accords internationaux en vigueur et des spécificités technologiques des matériels, certains types de vecteurs, comme les missiles nucléaires, sont nettement plus efficaces que les armements conventionnels, pour un prix relativement faible eu égard aux avantages stratégiques, militaires et politiques qu'ils engendrent. D'autre part, les rapports de force s'expriment souvent en termes de seuils et une réduction homothétique des dépenses militaires ne conduit pas nécessairement au maintien des équilibres des rapports de force antérieurs. Actuellement, le désarmement s'exprime principalement par la destruction de stocks existants (soit 4 % de l'ensemble des forces nucléaires) mais aussi par la limitation prévisible et quasi unilatérale des dépenses militaires. Il est coûteux de détruire les engins et un milliard de dollars du budget du

³ Il serait intéressant de reprendre, sur cette question, les modèles de course aux armements. Cf LAMBELET Jean Christian et LUTERBACHER Urs : "Conflict, Arms Races and War : a synthetic approach" in "Peace, Defence and Economic Analysis". Proceedings of a Conference held in Stockholm jointly by the International Economic Association and the Stockholm International Research Institute" Edited by Christian SCHMIDT and Frank BLACKABY, Mac Millan Press, London, 1987. BRITO Dagobert & INTRILIGATOR Michael : "Arms Race and the Outbreak of War : Application of Principal-Agent Relationships and Asymmetric Information". Ibid.

⁴ US News and World Report, 14 May 1990.

Pentagone économisé provoque immédiatement la disparition de 38000 emplois⁵. Autrement dit, le désarmement sous forme de destruction de matériels militaires se présente alors comme un coût et les transferts de ressources éventuels devraient servir d'abord à compenser les frais inhérents à cette décision collective.

- Le désarmement est susceptible ensuite d'être imposé par les conditions économiques nationales désastreuses. Les gouvernements commencent à s'interroger sur l'efficacité économique de la course aux armements et notamment sur les effets négatifs que celle-ci peut engendrer à long terme sur l'importance des ressources disponibles pour le maintien de forces militaires suffisantes⁶. Autrement dit, l'armement d'aujourd'hui, s'il produit des effets récessionnistes sur l'économie nationale, peut être un frein à l'armement et donc à la défense de demain. La dynamique des dépenses militaires sape progressivement les bases économiques des grandes puissances, surtout lorsque le climat politique et social international rend difficile l'utilisation économique des effets de domination éventuels du pouvoir développé par les rapports de force des armées nationales. "La sécurité nationale ne peut plus être analysée en termes purement militaires ; la sécurité économique doit aussi être prise en compte"⁷. En outre, l'opinion publique supporte de plus en plus mal le maintien des restrictions à la consommation privée ou publique civile provoquée par l'effort militaire. Cette situation est probablement celle qui prévaut en ce début des années 1990. Dans ces conditions, il s'agit moins de chercher le désarmement pour le désarmement que de trouver de nouvelles ressources susceptibles de favoriser la lutte contre une crise économique jugée insupportable. Les tensions stratégiques entre les grandes puissances ont alors tendance à diminuer, au profit d'une "atmosphère" internationale favorable au développement économique. Les pays responsables de la course aux armements, après avoir vanté les mérites des investissements militaires sur leur développement, s'interrogent sur l'existence d'un cul-de-sac économique qui s'étend à plus ou moins brève échéance à leur puissance militaire et stratégique. Tout en restant globalement sur ses positions, chaque Etat cherche à obtenir une réduction de l'effort militaire de l'autre, non pas tant pour acquérir un avantage stratégique mais plutôt pour être en mesure de lutter

⁵ DECORNOY Jacques : "Sortir du borbier militaire, rebâtir une économie civile". Le Monde Diplomatique, Juillet 1990.

⁶ PILANDON Louis : "Quantitative and Causal Analysis of Military Expenditures", in "The Economics of Military Expenditures. Military Expenditures, Economic Growth and Fluctuations". Proceedings of a Conference held by the International Economic Association in Paris, Edited by Christian Schmidt, Mac Millan, London, 1987.

⁷ MAYNES Charles William : "America without the Cold War". Foreign Policy, Spring 1990.

efficacement contre le mécontentement de la population nationale ou pour promouvoir de nouvelles conquêtes économiques susceptibles d'affermir à terme la puissance stratégique du pays.

- Enfin, le désarmement suppose un véritable processus de réduction des forces en présence, sans référence à un surarmement, mais avec l'idée de mise en place d'une paix durable, capable de surmonter les divergences idéologiques, politiques ou religieuses qui aboutissent parfois aux situations de crises armées. C'est la situation la plus favorable au véritable désarmement. Mais la question qui reste en suspens est de savoir si les conditions de la paix sont réellement réalisées ou s'il s'agit plutôt d'une étape historique d'essoufflement de la course aux armements après plusieurs décennies d'efforts ininterrompus ?

Actuellement, les Etats restent globalement très méfiants. Il semble bien que la deuxième interprétation soit la bonne. Cependant, une procédure de désarmement est susceptible de provoquer des situations nouvelles de confiance réciproque, qui provoquent une réelle prise de conscience de la nécessité de maintenir l'effort de réduction des dépenses militaires afin de perpétuer cette "respiration" indispensable en faveur de la consommation civile internationale. La réduction des dépenses militaires, si elle est négociée, pose des problèmes de comparaisons internationales et intertemporelles difficiles à résoudre, mais pour lesquelles quelques solutions intéressantes ont déjà pu être trouvées⁸.

- Ce désarmement n'est-il pas la prémisse d'un rapprochement économique entre l'Est et l'Ouest susceptible de réduire encore l'importance des flux économiques entre le Nord et le Sud ? Quand on analyse la vitesse avec laquelle l'unité monétaire, puis l'unité économique et politique de l'Allemagne sont en train de se réaliser, on peut constater que les pôles d'échange et de développement dominants depuis 1945 sont en passe d'être bouleversés, en faveur principalement des pays de l'Est qui semblent plus dynamiques et plus riches en capital humain de qualité que les pays du Sud. Dans ces conditions, ce processus de désarmement annonciateur de nouveaux échanges économiques est en train de modifier la carte des risques-pays en faveur des pays socialistes européens. Il est incontestable qu'il y a un risque important

⁸ CARS Hans Christian & FONTANEL Jacques : "Military Expenditure Comparisons". in "Peace, Defence and Economic Analysis". Proceedings of a Conference held in Stockholm jointly by the International Economic Association and the Stockholm International Research Institute" Edited by Christian SCHMIDT and Frank BLACKABY, Mac Millan Press, London, 1987.

FONTANEL Jacques : "Les comparaisons des dépenses militaires dans les pays de l'OCDE". Collection "Course aux armements et désarmement". GUILHAUDIS et FONTANEL editeurs. ARES, Défense et Sécurité, Volume XI - 1989-1.

d'effet d'éviction en défaveur des pays du Tiers-Monde, même si globalement les mesures de désarmement devraient engendrer des effets positifs sur l'ensemble de l'économie mondiale. Par contre, les pays en voie de développement se doivent d'agir, d'attirer les capitaux, s'ils ne veulent pas être les oubliés de cette fin de XXème siècle. L'aide aux pays du Tiers-Monde risque d'être détournée vers les pays de l'Est qui présentent de meilleures perspectives de développement.

- Quels sont les coûts économiques spécifiques de ce désarmement et quelles seront les réactions des entreprises concernées par les activités militaires, notamment dans leur recherche de nouveaux débouchés ? La conversion des industries d'armement vers d'autres activités économiques peut avoir des effets positifs évidents sur le bien-être des populations nationales, mais elle présente aussi des effets pervers qu'il ne faudrait pas négliger dans le court terme'. Face au renforcement de la concurrence internationale, les industries reconverties peuvent chercher notamment de nouveaux débouchés qui supposent une concurrence avec les produits exportés ou vendus localement par les pays en voie de développement. Dans ces conditions, s'il n'y a pas de la part des pays les plus pauvres une véritable action de protection il peut en résulter une perte de compétitivité de leurs firmes nationales et soit un effondrement économique, soit dans le meilleur des cas, une implantation d'industries étrangères réduisant drastiquement les degrés de liberté de l'Etat dans la gestion de l'économie nationale.

- Ce désarmement se réalisera-t-il dans le cadre d'une procédure d'aide aux pays du Tiers-Monde ou se limitera-t-il à une réduction régulière des dépenses militaires dont les avantages économiques attendus pour une période supérieure à une année seront réinvestis dans le pays lui-même, sans transfert international ? Les Etats-Unis semblent principalement intéressés par une limitation du déficit public, une restauration de l'épargne nationale et une réduction des taux d'intérêt¹⁰. L'Union Soviétique est confrontée à des problèmes sociaux suffisamment graves pour limiter ses ambitions à la restauration de son économie. La France et la Grande-Bretagne ne sont pas encore décidées à faire un effort de désarmement significatif. Or, ces pays dépensent ensemble plus des deux-tiers des dépenses militaires mondiales. Autrement dit, au moins à court terme, les transferts vers les pays en voie de développement ne semblent pas devoir se développer, même en présence d'une situation potentielle de désarmement.

- Ce désarmement concernera-t-il ou non les pays les plus pauvres, généralement lourdement pénalisés par les problèmes de la dette internationale et de la famine ? Il est clair qu'en première analyse la réduction de l'effort national d'armement, principalement lorsque les matériels sont importés, ne peut avoir que des effets positifs, ceteris paribus. Cependant, une réduction de l'effort militaire est susceptible d'éliminer toute velléité de défense nationale et de faire resurgir peu à peu les guerres régionales, du fait de la faiblesse des forces en présence. Il faut rappeler, en outre, que certains Etats ont cherché à utiliser leur industrie d'armement pour favoriser des politiques d'import-substitution, de croissance par les exportations ou d'industries industrialisantes¹¹. Dans ce contexte, la façon dont sera vécue l'existence d'un capital technique et humain rendu obsolète par une décision et une situation internationales nouvelles, alors même qu'un lourd investissement a déjà été engagé dans ce secteur, sera révélatrice des intentions des pays en voie de développement et peut-être même, de manière plus large, des réelles potentialités d'un désarmement durable. Enfin, une procédure de désarmement implique presque constamment l'ouverture des frontières économiques. Cette situation produit des résultats très controversés, entre ceux qui prônent les effets d'entraînement suscités par la libéralisation du commerce et ceux qui redoutent l'essor de nouveaux effets de domination favorables aux pays développés et responsables de l'enlisement constant des économies des pays du Tiers-Monde.

La question de l'impact d'une procédure de désarmement sur l'économie des pays du Tiers-Monde doit être appréhendée à deux niveaux :

¹⁰ SCHULTZE Charles : "Use the Peace Dividend to Increase Saving". Challenge, March-April 1990.

KLEIN Lawrence R. : "The Economics of Turning Swords into Plowshares". Challenge, March-April 1990.

¹¹ FONTANEL Jacques & DRUMMOND-SARAIVA José : "Les industries d'armement comme vecteurs du développement économique des pays du Tiers-Monde". Etudes Polémologiques n° 40, Paris 1986.

- La réduction de l'effort militaire permet le développement de nouvelles activités économiques et elle favorise les échanges internationaux. Les pays du Tiers-Monde bénéficieront de ce contexte favorable à la croissance économique internationale.
- Les pays du Tiers-Monde seront amenés aussi à désarmer, ce qui devrait faciliter l'utilisation de devises à des fins civiles, réduire les dépenses improductives et favoriser les procédures de reconversion des activités militaires trop faiblement rentables (lorsqu'elles le sont) et en tout cas économiquement très aléatoires.

I - LA CROISSANCE ECONOMIQUE INTERNATIONALE PROVOQUEE PAR LE PROCESSUS DE DESARMEMENT COMME INSTRUMENT DU DEVELOPPEMENT DES PAYS DU TIERS-MONDE

La procédure de désarmement, même si elle est susceptible de créer quelques problèmes conjoncturels ou régionaux, améliore très rapidement la situation économique internationale. L'histoire récente confirme cette proposition générale, notamment à la lecture des faits qui ont suivi la dernière guerre mondiale, la guerre de Corée ou la guerre du Vietnam. La première question est de déterminer si le désarmement actuel des Etats-Unis et de l'Union Soviétique est susceptible de créer de nouvelles opportunités de croissance. La plupart des économistes pensent que les pays qui désarment vont bénéficier de nouvelles potentialités de croissance. La deuxième question est de savoir si tous les pays en voie de développement peuvent effectivement bénéficier de cet essor économique, compte tenu des interdépendances des économies nationales.

A) Désarmement actuel et croissance mondiale

La nature du désarmement est intéressante à analyser, car elle est susceptible de modifier son impact économique attendu. Il est intéressant d'autre part de mettre en évidence l'action économique prévisible des grandes puissances et principalement des Etats-Unis et de l'URSS pour comprendre les conséquences économiques d'une réduction de leur effort économique de défense sur les pays du Tiers-Monde.

a) les formes économiques du désarmement

Le désarmement actuel prend deux formes : d'une part, des négociations sur la destruction (très) partielle des stocks d'armes existants et d'autre part une tendance généralisée à la limitation de l'effort économique de défense, matérialisée par une réduction des ratios nationaux dépenses militaires/ Produit Intérieur Brut. D'un point de vue économique, les deux formes de désarmement ont des conséquences différentes :

- la première modalité suppose d'abord des coûts supplémentaires de départ pour supprimer les stocks en excès et ensuite une diminution des dépenses de manutention et éventuellement de surveillance de matériels particulièrement dangereux ;
- la seconde forme de désarmement conduit nécessairement, *ceteris paribus*, à une réduction de la puissance militaire, mais à court terme elle peut être réalisée sans impliquer nécessairement un processus de réduction des forces en présence, notamment par une lutte sévère contre les gaspillages éventuels, une limitation des engagements en matière de recherche-développement, la mise en place d'une conscription au coût moins élevé qu'une armée de métier ou encore des choix stratégiques conduisant à privilégier les armes disposant du meilleur rapport qualité/prix, notamment l'arme nucléaire¹²

On peut s'interroger sur les conditions actuelles du rapport croissance économique-désarmement et principalement sur l'élément moteur des évolutions actuelles. Autrement dit le désarmement est-il une conséquence de la crise économique ou à l'inverse, la crise économique ne peut-elle trouver de solution en dehors d'une procédure de désarmement ? Il n'est probablement pas possible de répondre de manière péremptoire à cette question. Il n'empêche qu'au moins pour les pays de l'Europe de l'Est, il semble bien que les priorités accordées au secteur militaire aient eu des incidences plutôt négatives sur les économies nationales, dont le coût effectif est difficilement calculable, compte tenu de l'existence de prix planifiés au "réalisme" économique pour le moins limité.

Dans l'esprit des économistes, il ne fait aucun doute qu'une réduction des dépenses militaires exerce un effet plutôt positif à long terme sur l'économie nationale, à condition qu'il n'y ait évidemment pas de conflits armés potentiels. Or, avec les nouvelles stratégies de dissuasion, il est bien difficile de savoir quelle est l'utilité effective des forces de défense puisque l'histoire ne se répétant jamais pareille à elle-même, il est impossible de déterminer avec certitude le poids d'un effort de défense d'un pays dans la décision d'un autre pays de s'abstenir à envenimer un conflit dont il pourrait tirer des avantages politico-économiques. Il est donc plutôt intéressant de poser la question du désarmement dans le cadre des hypothèses du surarmement et du statu quo des forces en présence, étant entendu que, au moins à court terme, il n'y a pas de modifications stratégiques décisives à attendre des grandes puissances, même si le traitement de la R&D militaire est susceptible à plus long terme de provoquer de nouveaux rapports de force. Le désarmement ne doit pas être conçu exclusivement comme un transfert de ressources favorable à l'économie civile, il doit aussi être analysé dans un contexte dynamique

¹² FONTANEL Jacques : "Le coût du nucléaire militaire dans le monde". in Fontanel et Guilhaudis (Ed.) "Le désarmement pour le développement". ARES, Collection "Désarmement et course aux armements". Grenoble, 1986.

de réduction des forces en présence et de maintien, à terme, d'équilibres par nature précaires dès que les grandes variables stratégiques et économiques font l'objet de modifications sensibles.

Pour la suite de notre développement, nous ferons donc l'hypothèse que les procédures de désarmement actuelles s'inscrivent dans le cadre d'une lutte contre le surarmement, mais que les grands équilibres stratégiques seront maintenus au moins jusqu'à la fin du XXème siècle avec une grande probabilité de succès. Cette dernière proposition est pourtant relativement difficile à assumer compte tenu des modifications considérables qui ont surgi cette dernière année, notamment avec la prochaine unification de l'Allemagne et la dégénérescence du Pacte de Varsovie. Cependant, les forces militaires stratégiques des pays de l'Est étaient et restent complètement dominées par l'Union Soviétique et donc l'hypothèse conserve, pour l'immédiat, un degré suffisant de réalisme.

b) l'action économique des grandes puissances dans le contexte actuel de désarmement

Pour Lawrence Klein et Charles Schultze, une procédure de désarmement aura une incidence nécessairement positive sur l'économie américaine¹³. La production de biens de capital civil est très utile lorsqu'elle se substitue aux productions militaires, parce que la première engendre de nouveaux flux de revenus, alors que les secondes sont utilisées pour détruire ou pour être détruites sans aucun retour économique. Ainsi, une autoroute aura une utilité qui dépassera largement la période de dépense et qui favorisera l'expression d'autres utilités. Pour les matériels militaires, la première condition n'est pas toujours assurée, alors que la seconde ne l'est pratiquement jamais. Toute conversion du civil vers le militaire conduit, a priori, à un gain économique incontestable même si quelques problèmes conjoncturels ou régionaux peuvent laisser parfois planer un petit doute. La réduction des dépenses militaires ne doit pas aboutir cependant à une limitation de la demande globale et le gouvernement doit s'engager simultanément dans une politique de dépenses publiques compensatrice ou de réduction du déficit budgétaire.

Pour les Etats-Unis, Klein recommande une réduction progressive du déficit public, ce qui aurait pour conséquence d'abord de réduire le taux d'intérêt, de limiter ensuite le coût de la dette et d'améliorer enfin les positions d'exportation. En effet, il y aurait un renouveau des économies fortement endettées qui recevraient une véritable subvention de la réduction des taux d'intérêt et seraient alors à même de redevenir des importateurs de produits américains. A court terme, certaines grandes entreprises américaines subiraient une réduction importante de leurs

¹³ SCHULTZE Charles : "Use the Peace Dividend to Increase Saving". Challenge, March-April 1990.

KLEIN Lawrence R. : "The Economics of Turning Swords into Plowshares". Challenge, March-April 1990.

commandes publiques, notamment McDonnell Douglas, General Dynamics, General Electric, Tenneco et Raytheon qui bénéficient ensemble de plus de 130 milliards de dollars de contrats du Pentagone. A moyen terme, des taux d'intérêt plus bas provoqueront plus d'investissement et cette situation sera favorable à la fois au commerce international et à la réduction du déficit public. Il est intéressant de noter qu'une évolution des taux d'intérêt ne manquerait pas d'avoir des incidences importantes sur le marché des changes¹⁴. Enfin, les dépenses militaires exercent des tensions inflationnistes indiscutables, puisque l'économie fournit des salaires sans qu'un flux de biens ne soit produit en échange.

Dans ces conditions, la réduction des dépenses de défense favorise la compétitivité et la productivité des entreprises américaines¹⁵, d'autant que les retombées technologiques du secteur militaire sont jugées inefficaces et coûteuses. Le modèle LINK a posé la question suivante : quel est l'impact économique d'une réduction de 3 % des dépenses militaires, complétée par une politique monétaire plus souple ? La réponse principale a été une réduction sensible, de l'ordre de 2 %, des taux d'intérêt. Charles Schultze, de la Brookings Institution, propose un plan de réduction progressive des dépenses militaires de l'ordre de 50 milliards de dollars sur 5 ans (passant de 287 à 237 milliards de dollars de 1989 à 1994) ; les "économies" ainsi réalisées seraient compensées et utilisées à concurrence d'un cinquième en faveur des dépenses fédérales civiles pour les programmes à haute priorité et le reste pour réduire le déficit public. Il y a quelques années lorsque les Etats-Unis avaient un rhume, les pays occidentaux attrapaient la bonchite. Actuellement, l'Europe devient progressivement le centre économique du monde et son processus régulier d'intégration devrait produire des effets positifs importants pour l'ensemble de l'économie mondiale. Le gouvernement des Etats-Unis n'exerce plus le rôle économique dominant qui a été le sien depuis la dernière guerre mondiale et les effets que les pays en voie de développement peuvent attendre d'une réduction des dépenses militaires des Etats-Unis ne sont qu'indirects, principalement par le canal de la réduction progressive des taux d'intérêt. Ajoutons qu'une procédure de désarmement des Etats-Unis n'a de signification globale (et non structurelle bien sûr) que si ses Alliés n'augmentent pas leur propre effort militaire dans le cadre d'un accord de partage du fardeau de la défense¹⁶. En outre, une situation

¹⁴ SCHMIDT Christian : *Revue d'Economie Politique*, 1987.

¹⁵ Cette idée avait déjà été développée par MELMAN Seymour in "The permanent war economy". Simon & Schuster, New York, 1974.

¹⁶ SANDLER Todd : "NATO Burden-sharing : Rules or Reality ?". in "Peace, Defence and Economic Analysis". Proceedings of a Conference held in Stockholm jointly by the International Economic Association and the Stockholm International Research Institute" Edited by Christian SCHMIDT and Frank BLACKABY, Mac Millan Press, London, 1987.

Deux problèmes fondamentaux sont actuellement posés aux pays de l'Est, à savoir la restructuration de leur économie et la réduction des dépenses militaires. Pendant longtemps, l'URSS a mené une démarche de "militarisme paradoxal"¹⁸, par laquelle l'accent stratégique était mis sur l'aspect ostentatoire de la force dont la finalité politico-stratégique était souvent réalisée au détriment même de l'efficacité réelle des forces armées. Actuellement, l'Union Soviétique souhaite une procédure de désarmement, car l'impact économique des dépenses militaires est trop lourd pour une économie de pénurie. M. Mikhaïl Gorbatchev a clairement exprimé cette volonté en affirmant que "le développement et les rapports internationaux sont altérés par la course aux armements et la militarisation du mode de pensée"¹⁹. C'est un point essentiel de la nouvelle stratégie soviétique. Pour Klein, une réduction de 5 % des dépenses militaires en Pologne est associée à une expansion de 3 % des dépenses de consommation civile. Compte tenu du fait que les marchés d'armement étaient très contingentés, il y a là une nouvelle ouverture pour le commerce international qui devrait renforcer les interdépendances et les solidarités. Cependant il n'existe pas d'études économétriques ou quantitatives connues permettant de montrer l'intérêt économique d'une procédure de désarmement dans les pays de l'Europe de l'Est. Dans le cadre d'une économie planifiée, les reconversions ne semblent guère poser de problèmes à court terme, encore que l'urgence des actions à entreprendre pour relancer l'économie rende la plupart des modifications à la fois délicates et nécessaires. La conversion devrait d'ailleurs poser moins de problèmes que dans les pays occidentaux car de nombreuses entreprises militaires travaillent déjà dans le secteur civil. Pour Cooper²⁰, la moitié de l'acier électrique, le quart du matériel ferroviaire et plus d'un cinquième des biens de consommation sont produits déjà par le secteur militaire, ce qui témoigne de belles perspectives

¹⁷ RUSSETT Bruce : "Economic Change as a Cause of International Conflict". in "Peace, Defence and Economic Analysis". Proceedings of a Conference held in Stockholm jointly by the International Economic Association and the Stockholm International Research Institute" Edited by Christian SCHMIDT and Frank BLACKABY, Mac Millan Press, London, 1987.

¹⁸ SAPIR Jacques : "URSS. La conversion de l'industrie militaire vers le secteur civil". Informations et Commentaires, n° 68, Juillet-Septembre 1989.

¹⁹ Cité dans l'article de Jacques DECORNOY, Op. Cit. p. 16.

²⁰ COOPER J : "The scales of output of civilian products by enterprises of the Soviet Defence Industry". SITS Paper n° 3 - CREES, University of Birmingham, 1988.

de reconversion dans un pays dans lequel la consommation privée reste encore bien limitée et ouverte à de belles perspectives de développement.

Les flux de capitaux internationaux vers les pays de l'Est ne devraient logiquement pas venir des Etats-Unis, mais plutôt de France, d'Allemagne et du Japon. Les Etats-Unis seront amenés à régler d'abord leurs problèmes économiques internes, notamment la baisse inconsidérée du taux d'épargne nationale. Les études économiques sur l'impact d'un désarmement sur les économies de la France²¹ et de la Grande-Bretagne²² sont peu nombreuses et elles ne s'appliquent pas à la situation actuelle. C'est la preuve même que, malgré quelques déclarations contradictoires, les deux gouvernements ne souhaitent pas vraiment s'engager dans la voie d'un désarmement. En outre, il ne semble pas que l'Allemagne ou le Japon soient décidés à réduire leur effort d'armement, au moins à court terme²³. Cependant, les débats deviennent de plus en plus contradictoires et il est probable que ces deux pays suivront à terme le mouvement du désarmement impulsé par les deux grandes puissances.

²¹ ABEN Jacques : "Désarmement, activité et emploi", Défense Nationale, Mai 1981.

²² HARTLEY Keith : "Reducing Defence Expenditure : a Public Choice Analysis and a Case Study of the UK". in "Peace, Defence and Economic Analysis". Proceedings of a Conference held in Stockholm jointly by the International Economic Association and the Stockholm International Research Institute" Edited by Christian SCHMIDT and Frank BLACKABY, Mac Millan Press, London, 1987.

²³ NISHIHAWA Jun : "Note on the Impact of Military Expenditure on the Japanese Economy". in "The Economics of Military Expenditures. Military Expenditures, Economic Growth and Fluctuations". Edited by Christian SCHMIDT for the International Economic Association, Mac Millan, Paris, 1987.

B) La croissance mondiale suscitée par le désarmement concernera-t-elle aussi les pays en voie de développement ?

La question de l'impact du désarmement des Grandes puissances sur l'économie des pays du Tiers-Monde n'est généralement pas très controversée. L'idée dominante est que l'amélioration de la situation économique des pays riches ne peut, à terme, qu'avoir des conséquences positives pour les pays en voie de développement. En fait cette analyse n'est probablement pas très satisfaisante, car elle omet l'émergence de nouveaux rapports de force qui, à moyen terme au moins, sont susceptible de modifier substantiellement les conditions des développements économiques relatifs des pays du monde entier.

a) la question fondamentale de la transmission de la croissance et du développement économiques

Traditionnellement, les économistes s'interrogent sur les interdépendances des Etats et sur la diffusion internationale de la croissance économique. Pour les auteurs classiques et libéraux, les pays les plus pauvres sont aspirés par les pays les plus riches et bénéficient donc du développement de ces derniers. Pour les auteurs socialistes, marxistes ou mercantilistes, cette analyse est inadéquate car elle ne tient pas compte des rapports de force. Dans le cadre d'un désarmement susceptible de provoquer dans les pays industrialisés un développement accéléré, deux questions doivent alors être posées :

1) Les grandes puissances perdront-elles les avantages de leurs effets de domination qui s'expriment aussi dans l'ordre économique ? Cette question n'est probablement pas encore à l'heure du jour, car malgré cette volonté de désarmement les écarts qui subsistent entre les forces des Etats du Tiers-Monde et celles des pays industrialisés sont si grands que rien ne semble devoir changer dans l'immédiat.

2) Est-ce que le renforcement des économies des pays développés favorise le développement des pays les plus pauvres ? Cette question appelle plusieurs réponses. La conception libérale considère que l'ouverture des échanges donne aux pays les moins bien dotés les meilleurs avantages ; il n'existe pas vraiment d'effets de domination, au moins dans l'ordre économique, étant entendu qu'il existe une compétition entre les producteurs ; une réduction des dépenses militaires réduit les tensions internationales et limite l'existence des marchés captifs développés par les conflits. La théorie du sous-développement comme produit du développement conteste cette thèse et considère que la situation économique des pays du Tiers-Monde est susceptible de se dégrader si, par exemple, les entreprises reconverties viennent concurrencer les produits nationaux ou si elles n'achètent plus les matières premières qui formaient la plus grande part

des ressources d'exportation des pays en voie de développement. Nous n'aborderons pas ici le fond de ce débat fondamental qui a lui seul mériterait de longs développements. Considérons simplement qu'une réduction des dépenses militaires dans les pays développés n'aura pas que des incidences positives pour les pays du Tiers-Monde si cette procédure de désarmement ne s'accompagne pas de réformes sérieuses concernant l'organisation économique internationale, un peu trop favorable aux grandes puissances économiques.

"Au fond, l'économie de ces pays a été mise en totale dépendance des pays développés. Les pays occidentaux doivent donc réparer et la plupart des organisations internationales appellent à l'instauration d'un Nouvel Ordre Economique International. En tout cas deux mythes peuvent être rejetés, celui du rôle important des débouchés coloniaux pour les industries occidentales, et celui du développement occidental fondé sur les matières premières originaires du Tiers-Monde, même si, à une certaine époque, ces relations ont pu exercer des effets favorables pour le pays du Nord au détriment des pays du Sud. La colonisation est à la fois incontestablement responsable du sous-développement de nombreuses régions du monde (phénomènes d'acculturation, inégalité politique, exploitation économique) et bouc-émissaire pour expliquer toutes les erreurs de gestion des économies nationales des pays du Tiers-Monde"²⁴.

L'économie est devenue une occasion et un moyen efficace de faire la guerre. L'insécurité n'est pas assurée simplement par la course aux armements, elle est dépendante aussi des inégalités et des dominations sociales et internationales. Le monde contemporain de coexistence de deux systèmes économiques de nature antagoniste suppose l'existence d'un conflit continu, de la paix armée à la menace de guerre nucléaire en passant par les guerres locales, les mesures économiques de rétorsion et plus généralement des stratégies obliques de dissuasion. L'économie est une arme, mais il est difficile sur une longue période, de créer les conditions de la sécurité nationale sans une économie forte capable de prendre en charge les coûts stratégiques et de les mettre en place. Les pays du Tiers-Monde sont très défavorisés par leur faible capacité de défense économique et militaire. Les militaires sont obligés de prendre en compte le nécessaire équilibre entre des dépenses de défense qui sont souvent paupérisantes et le maintien, à terme, de la sécurité nationale. Il y a donc un choix à faire entre la sécurité d'aujourd'hui et celle de demain. La puissance économique et militaire fournit des avantages certains à ceux qui en bénéficient, notamment dans le domaine des négociations commerciales. L'économie contemporaine est un champ de conflits et un processus de désarmement peut conduire à un changement progressif de la géographie mondiale de la satisfaction des besoins.

²⁴ FONTANEL Jacques : Aspects économiques de la militarisation et de la démilitarisation dans l'Hémisphère Sud". Colloque "Géostratégie dans l'Hémisphère Sud". Ile de la Réunion, Juin 1990 (à paraître).

"Pour la Charte des Nations Unies, la démilitarisation implique le respect de l'égalité souveraine de ses Etats membres, la prohibition de l'usage ou de la menace de la force contre l'intégrité territoriale des Etats, la reconnaissance de l'inviolabilité des frontières, la renonciation de toute action à l'encontre de l'indépendance et de l'unité nationale, la non-intervention dans les affaires internes des autres Etats et la non-assistance au terrorisme. Ces principes pourraient être respectés par des échanges systématiques d'informations militaires, la publication des dépenses militaires, le retrait des troupes des zones frontières, l'établissement de systèmes de communication rapides et directs entre les autorités civiles et militaires"²⁵.

b) l'intérêt économique à court terme des pays industrialisés occidentaux pour le tiers-monde

Historiquement, les forces militaires des pays occidentaux les ont servi dans leur conquête politico-économique du monde. La colonisation, sous-produit de la militarisation, est souvent considérée comme la raison essentielle du sous-développement car elle conduisait notamment à :

- l'extension des cultures d'exportation aux dépens des cultures vivrières,
- l'exploitation minière,
- la dégradation des termes de l'échange,
- la construction de voies de communications spécialisées tournées vers la métropole,
- la destruction des artisanats locaux par la concurrence des produits manufacturés et
- la mise en place de frontières nationales aberrantes.

Malgré l'idée du désarmement qui plane dans les esprits depuis quelques années, il n'est pas question pour les Grandes Puissances de baisser la garde et de mettre un terme à la modernisation des systèmes d'armement ou de cesser toute préparation à une intervention éventuelle dans les pays du Tiers-Monde. Il existe des rapports de force qui n'ont pas vraiment été remis en cause, comme en témoigne le relatif équilibre qui subsiste dans les régions les plus défavorisées, largement dépendantes de zones d'influence héritées de l'antagonisme des deux systèmes économiques. Actuellement, l'expression de la force s'est singulièrement transformée. Elle est devenue moins militarisée, au moins dans la vie quotidienne des pays dominés. Cependant, au plan économique, les rapports de force sont maintenus et il n'est qu'à constater les conflits qui naissent des grandes négociations économiques internationales pour être assuré de la pérennité de ces rapports conflictuels.

Dans le cadre des structures économiques internationales actuelles, le rapprochement entre l'Est et l'Ouest peut conduire les pays industrialisés à se désintéresser encore plus des pays du

²⁵ FONTANEL Jacques : Aspects économiques de la militarisation et de la démilitarisation dans l'Hémisphère Sud". Colloque "Géostratégie dans l'Hémisphère Sud". Ile de la Réunion, Juin 1990 (à paraître).

Tiers-Monde. Ainsi, devant l'urgence des réformes dans les pays de l'Est, on peut s'interroger sur les motivations des pays occidentaux à apporter encore une aide aux pays pauvres fortement endettés, alors même que de nouveaux débouchés, plus exaltants et probablement plus lucratifs sont susceptibles de se développer dans les pays socialistes. Pour Klein, comme pour Leontief, le désarmement bénéficiera à tout le monde du fait de la réduction des taux d'intérêt qui devrait relancer la croissance économique mondiale par l'augmentation de l'incitation à investir. Si les pays de l'Est sont de plus en plus impliqués dans le commerce international, tous les pays sont alors en situation de bénéficier de ces nouveaux marchés.

Il est probable cependant que sans une réelle volonté internationale d'aide aux pays les plus pauvres, la situation économique de ces pays ne pourra guère s'améliorer. La plupart des pays occidentaux sont tournés dorénavant vers les pays de l'Est et souhaitent ne pas rater le grand virage qui pourrait les amener à élargir leurs marchés et à relancer leurs économies nationales. Dans ces conditions, il est difficile, sauf pour quelques pays particuliers, d'imaginer de grands investissements dans des régions dont le potentiel économique est lourdement gagé par des dettes ou par une faible productivité chronique.

Il ne faut pas, en outre, omettre les risques d'un maldéveloppement consécutif à une aide en provenance des pays développés. Ceux-ci cherchent toujours à trouver un avantage d'une aide quelle qu'elle soit et ce faisant ils peuvent conduire les Etats en situation de faiblesse à suivre des politiques qui correspondent plus aux intérêts du pays donateur qu'à leurs intérêts propres. En outre, certaines formes de transferts peuvent s'avérer coûteuses à terme, au moins en frais de fonctionnement et les contraintes politiques sont rarement exclues d'un tel engagement des pays riches. Il en résulte que les pays en voie de développement doivent chercher de l'aide, bien sûr, mais aussi être capable de la refuser lorsque celle-ci n'est pas clairement avantageuse à terme pour l'ensemble de la communauté nationale. En outre, "l'aide aux pays en voie de développement peut être consacrée à des dépenses de prestige, à accroître les inégalités sociales, à favoriser l'essor des sociétés dans lesquelles les droits de l'homme ne sont pas nécessairement respectés. Les transferts peuvent faire aussi l'objet de sordides calculs d'intérêt tendant à habituer des populations à un type de consommation les rendant dépendantes des pays industrialisés..."²⁶. Le désarmement est une étape vers le développement, au moins s'il est à la source d'une réduction des inégalités et des effets de domination, car il augmente le

²⁶ FONTANEL Jacques : "L'économie des armes". La Découverte. Collection Repères, Paris 1984.

degré de satisfaction des besoins ("entitlement"²⁷) des hommes.

Dans les conceptions libérales n'apparaissent guère les analyses sur les tensions, les conflits et même les guerres commerciales ou économiques que les pays sont amenés à subir ou à provoquer²⁸. L'ouverture des frontières économiques n'est pas la panacée au développement économique généralisé, car il existe des effets de domination incontestables qui peuvent réduire ou bloquer le potentiel de développement des pays les plus faibles. Sans une véritable organisation internationale établissant des règles de protection, une libéralisation complète des marchés conduit inéluctablement à des rapports de force comparables à ceux qui existent dans les entreprises et conduire des pays à la faillite.

II - LE DESARMEMENT ACTUEL EST-IL GENERALISABLE ET OFFRE-T-IL DE NOUVEAUX ESPACES DE DEVELOPPEMENT AUX PAYS DU TIERS-MONDE ?

Le désarmement progressif des pays du Tiers-Monde est probablement à moyen terme une des conditions du désarmement accéléré des Grandes Puissances. En effet, il est peu concevable, sauf à considérer que le désarmement actuel n'est que le fruit de la crise économique, qu'il en aille autrement, étant entendu que les pays du Tiers-Monde sont des sujets de conflits permanents entre les Etats-Unis, l'URSS, la France ou la Grande-Bretagne.

A) Le désarmement dans les pays du Tiers-Monde est-il immédiatement souhaitable ?

Dans son dernier livre, Robert Looney²⁹ considère que les effets des dépenses militaires dépendent de la condition de producteur ou d'importateur d'armes des pays en voie de développement. Nous distinguerons donc les effets généraux des dépenses militaires des effets spécifiques de la production nationale d'armement, deux variables économiques également

²⁷ SEN Amartya : "Public action and the quality of life in developing countries". Oxford Bulletin of Economics and Statistics. November 1981.

"Development : which way now ?". Economic Journal, Vol 93, décembre 1983.

²⁸ BALDWIN D.A. "Economic Statescraft". Princeton University, 1985. LACHAUX, LACORNE, LAMOUREUX, LABBE : "De l'arme économique". Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. Collection les Sept Epées, Paris, 1987.

²⁹ LOONEY Robert E. : "Third-World Military Expenditure and Arms Production" Foreword Robert L. West, Mac Millan Press, London, 1988.

concernées par le désarmement national et international.

a) les dépenses militaires et la croissance économique des pays du tiers-monde

Dans les rapports des Nations Unies, la course aux armements est supposée réduire le potentiel de croissance mondiale et limiter les possibilités de développement économique en gaspillant des ressources rares. Pourtant certains économistes ont avancé que dans des situations économiques spécifiques, l'Armée pouvait être une force de développement par sa capacité à développer de nouvelles techniques et son sens de l'ordre et de la discipline a été jugé utile pour la mise en place du travail social. Pour Benoit³⁰, l'effort militaire favorise la modernisation industrielle, l'amélioration de l'infrastructure, la formation et l'information des hommes. Il ne fait apparaître aucun effet de compétition entre le secteur civil et le secteur militaire, notamment au niveau de l'embauche des cadres ou du choix des technologies modernes. Pourtant la plupart des études empiriques mettent en évidence l'effet de substitution sectoriel (choix entre activités industrielles civiles ou militaires), l'effet de substitution temporel (choix entre le présent et l'avenir) et l'effet d'éviction de l'investissement exercé par les dépenses militaires. Dans ces conditions, les dépenses militaires exercent un effet négatif sur le développement économique, même si, comme dépenses publiques, elles peuvent participer à une relance de la demande. Ainsi, il est probable que l'augmentation des dépenses militaires est rendue possible par le taux de croissance de l'économie élevé et non l'inverse.

Pour Augusto Varas³¹, l'impact des dépenses militaires sur la croissance des pays en voie de développement est différent de celui des pays développés, car il affecte d'abord le bien-être et non la croissance. Si un changement dans le rapport dépenses militaires/bien-être peut n'avoir que des effets secondaires dans les pays développés, dans les pays en voie de développement il en va différemment, car l'effort militaire détériore sérieusement un niveau de vie majoritairement très bas. Pour Varas, il n'existe pas de corrélations stables et significatives entre les dépenses militaires et la croissance économique. Pour Jwabena Gyimah-Brempong³², les dépenses militaires des pays africains contrarient leur potentiel de développement économique, car les effets positifs éventuels attendus sont largement compensés par la

³⁰ BENOIT Emile : "Growth and Defense in developing countries". *Economic Development and Cultural Change*, n° 2, January 1978.

³¹ VARAS Augusto : "Military spending and the Development process". *Disarmament, Review by The United Nations*, Vol. IX, Number 3, New York, Autumn 1986.

³² GYIMAH-BREMPONG Kwabena : "Defense spending and economic growth in Subsaharan Africa : an econometric investigation". *Journal of Peace Research*, n° 1, 1989.

réduction des investissements qui résulte d'un effort de défense. Pour Ron et Dan Smith³³, la militarisation des économies en voie de développement n'est pas favorable à leur développement économique à long terme, même s'il peut y avoir quelques effets positifs, notamment la mobilisation du surplus. La théorie de la diversion des ressources, représentée dans les pays développés par la pensée de Seymour Melman³⁴, considère qu'une économie dans laquelle une grande quantité de ressources critiques est, de manière persistante, attribuée aux activités improductives réduit considérablement sa capacité à produire avec efficacité, soit par la perte de compétitivité de l'industrie nationale, soit par le pervertissement des comportements des agents économiques. Dans ces conditions, un désarmement améliore à terme le standard de vie national moyen et il augmente le potentiel du développement économique mondial.

La relation de substitution entre l'investissement et les dépenses militaires est assez généralement reconnue³⁵. Cependant, trois facteurs peuvent l'infirmar :

- l'acceptation sociale de l'effort financier de la défense,
- la structure des dépenses militaires (part des dépenses de personnel par rapport aux dépenses de capital ou d'infrastructure) et
- le niveau de la croissance économique (en période de stagnation économique, les dépenses militaires sont plus directement en concurrence avec l'investissement).

Si la population est prête à accepter l'effort de défense, notamment en situation de menaces internationales pesantes et identifiées, elle peut accepter aussi une réduction de sa consommation. Si l'augmentation des dépenses militaires conduit à une baisse de l'investissement global, c'est parce que l'imminence des menaces de guerre n'apparaît pas encore clairement aux citoyens. En situation de conflit armé, les dépenses militaires se substituent aussi à l'investissement. Cet effet d'éviction peut ne pas jouer seulement dans les périodes de tensions fortes impliquant à la fois une claire perception du danger stratégique et la nécessité de maintenir un niveau d'activité économique suffisant à moyen et à long terme. Il y a donc une inadéquation entre les besoins exprimés par les agents économiques et l'attitude des Etats, ces divergences pouvant être d'ailleurs dues essentiellement à la disponibilité d'informations stratégiques différentes. A court terme, le désarmement matérialisé par une réduction des dépenses militaires doit être compensé par une augmentation des investissements, même si dans les pays en voie de développement, la consommation est susceptible aussi de recevoir une forte impulsion.

³³ SMITH Ron & Dan : "The economics of militarism". Pluto Press, London, 1983.

³⁴ MELMAN Seymour : "The permanent war economy". Simon & Schuster, New York, 1974.

³⁵ FONTANEL Jacques et SMITH Ron : "Analyse économique des dépenses militaires", Stratégique, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, 1985.

b) le désarmement et les pays en voie de développement producteurs d'armement

Les justifications avancées à la mise en place d'une production nationale d'armement sont la sécurité nationale, l'indépendance stratégique-économique et la croissance économique. Le choix entre importations ou productions d'armement est difficile à réaliser lorsque des contraintes idéologiques sont développées. En situation de désarmement, il est possible de réduire les productions d'armement, encore qu'il y ait un effet de seuil à partir duquel une entreprise devient de plus en plus coûteuse à la collectivité. Autrement dit, les conditions d'un désarmement généralisé sont telles que les entreprises peuvent être amenées à produire des biens très peu rentables, très chers, modifiant ainsi les conditions et l'intérêt même de la production. Un désarmement même relativement faible dans ses ambitions immédiates est susceptible d'avoir des effets néfastes sur la productivité des firmes d'armement et conduire à un véritable arrêt d'activités militaires locales pour cause de productivité insuffisante. Dans ces conditions, le marché international de l'armement serait alors moins encombré. Il est maintenant avéré que les industries d'armement ont de faibles effets industrialisants, notamment parce que les retombées des technologies militaires sur les secteurs civils sont relativement limités et que la guerre de l'exportation d'armes est probablement aussi coûteuse pour la collectivité que profitable pour les multiples intermédiaires³⁶.

La militarisation des économies est encore très forte³⁷. Elle est définie comme une situation dans laquelle la guerre, la menace de guerre ou la préparation à la guerre constituent une préoccupation collective majeure, impliquant un degré élevé de légitimité, une influence politique importante dans les décisions gouvernementales et une allocation significative des ressources nationales. Beaucoup de pays ont fondé leur industrialisation sur les productions d'armes, ce qui est dangereux d'un point de vue économique, notamment lorsqu'apparaît un marasme du marché international des armes, et réducteur par les contraintes politico-militaires qui ne manquent pas d'apparaître et qui limitent, en matière de désarmement, les degrés de liberté des gouvernements civils ou militaires³⁸. Pourtant une étude économique sérieuse

³⁶ SCHMIDT Christian : "Industrie d'armement et endettement dans les pays en voie de développement : les exemples d'Israël, du Brésil, de l'Argentine et de la Corée du Sud". Congrès International des économistes de langue française, mai 1984.

³⁷ FONTANEL Jacques : "Militarisation dans l'hémisphère Sud". Op. Cit.

³⁸ KOLODZIEJ Edward : "Whither Modernisation and Militarisation, Implications for International Security and Arms Control". in "Peace, Defence and Economic Analysis". Proceedings of a Conference held in Stockholm jointly by the International Economic Association and the Stockholm International Research Institute" Edited by Christian SCHMIDT and Frank BLACKABY, Mac Millan Press, London, 1987.

pourrait témoigner que certaines activités exportatrices sont paupérisantes, notamment lorsque les conditions de paiement deviennent difficiles, voire impossibles, ou que l'entreprise d'armement largement subventionnée se laisse à vendre à perte... pour la collectivité³⁹. La situation actuelle de velléité de désarmement entre les deux super-puissances tend surtout à limiter le degré de légitimité au fur et à mesure que les gouvernements nationaux sont contestés et à provoquer très lentement vers une diminution des dépenses militaires rapportées à la richesse nationale créée annuellement.

Pour Deger et Ball, l'armement national est une cause de sous-développement, alors que pour Looney⁴⁰ cette relation ne peut réellement être retenue que pour les pays non producteurs d'armement. Cette dernière idée préoccupe Nicole Ball qui voit aussi dans la production nationale des armes quelques avantages comme l'économie de devises rares, la maîtrise technologique et la mise en oeuvre éventuelle d'une politique d'industrialisation par tâche d'huile pour des investissements militaires qui n'auraient, de toute façon, pas été réalisés à des fins civiles. Cependant aucun pays du Tiers-Monde ne peut supporter une telle politique s'il ne possède pas déjà un secteur industriel suffisamment fort et diversifié⁴¹. David Whyne⁴² suggère même que seuls les grands pays en voie de développement, notamment le Brésil et peut-être l'Indonésie, dans la zone étudiée, peuvent réellement recevoir des effets multiplicateurs d'un effort militaire suffisant pour limiter les effets d'éviction. Pour José Drummond-Saraiva⁴³,

³⁹ SMITH Ron, HUMM Anthony & FONTANEL Jacques : "The economics of exporting arms". *Journal of Peace Research*, Vol. 2, n° 3, 1985. CHESNAIS François : "Compétitivité internationale et dépenses militaires". CPE, *Economica*, Paris, 1990. FONTANEL Jacques : "French arms industry". *Cahiers du CEDSI* n° 10, Université des Sciences Sociales, Grenoble, 1990.

⁴⁰ DEGER Saadet : "Military expenditure in Third World countries. The economic effects". Routledge & Kegan Paul, London, Boston and Henley, 1986. BALL Nicole : "Security and economy in the Third World". Princeton University Press, Princeton 1988. LOONEY Robert : "Third-World Military Expenditure and Arms Production". Mac Millan Press, Hampshire and London, 1988. FONTANEL Jacques : "The economic effects of military expenditure in Third-World Countries". *Journal of Peace Research* (Septembre 1990).

⁴¹ WULF Herbert : "Developing countries" in *The structure of the Defense Industry* ed. Nicole Ball and Milton Lietenberg, Croom Helm, London, 1983

⁴² WHYNES David : "The Economics of Third World Military Expenditure". Mac Millan, London, 1979.

⁴³ DUMMOND-SARAIVA José : "L'industrie brésilienne d'armement".. *Premiers documents d'une Thèse d'économie à Grenoble*, à paraître fin 1990.

l'hypothèse selon laquelle l'économie brésilienne pourrait bénéficier des effets d'entraînement engendrés par l'industrialisation militaire n'est guère plausible, car à côté d'effets conjoncturels intéressants de relance de l'activité économique, les effets de substitution et d'éviction apparaissent, à long terme, dominants. Un désarmement serait plutôt positif pour l'ensemble de l'économie brésilienne, même si Herrera-Lasso considère que l'industrie d'armement peut constituer un vecteur puissant du développement économique du Brésil⁴⁴. Ces réflexions n'ont pourtant pas toujours été complétées par une analyse portant sur la relation entre l'essor de l'industrie d'armement et l'endettement des pays du Tiers-Monde. Christian SCHMIDT conclue en disant que l'incidence finale des programmes d'armement des pays en voie de développement sur l'endettement du Brésil, de l'Argentine, de la Corée du Sud et d'Israël dépend davantage de considérations géostratégiques américaines que de considérations purement économiques et que si l'aide des Etats-Unis contribue à alléger la charge financière des programmes nationaux d'armement, elle alourdit aussi la dette des Etats-Unis, avec les incidences non négligeable que celle-ci fait peser sur le prix du dollar⁴⁵.

Globalement, le personnel employé dans les industries d'armement est jeune, bien formé et pourtant il est faiblement productif. Pour les partisans des industries militaires "secteur-clef" de l'industrie nationale, le désarmement devrait provoquer une sévère poussée du chômage et une baisse importante du revenu des travailleurs. Pourtant la plupart des études actuelles montrent plutôt l'armement comme un secteur faiblement producteur d'emplois ; en termes de coûts d'opportunité, pour la même somme dépensée, le secteur militaire emploie deux fois moins de personnels dans de nombreux cas. La course aux armements n'est donc pas un remède aux problèmes d'emplois, bien au contraire. Cependant, un désarmement n'est pas non plus la panacée à ce chômage, car il est nécessaire aussi d'assurer la reconversion des employés du secteur militaire, le transfert dans le secteur civil étant probablement plus facile pour les militaires employés dans les bureaux que pour des emplois très spécialisés.

L'impact des dépenses militaires sur la croissance dépend de l'utilisation effective des capacités productives des économies nationales. En termes de coûts d'opportunité, les investissements civils sont a priori plus favorables au développement économique que les investissements

⁴⁴ HERRERA-LASSO Luis : "Economic Growth, Military Expenditure, the Arms Industry and Arms Transfer in Latin America". in "The Economics of Military Expenditures. Military Expenditures, Economic Growth and Fluctuations". Edited by Christian SCHMIDT, Mac Millan, London, 1987.

⁴⁵ SCHMIDT Christian : "Industrie d'armement et endettement dans les pays en voie de développement : les exemples d'Israël, du Brésil, de l'Argentine et de la Corée du Sud". Congrès International des Economistes de Langue Française, Clermont-Ferrand, mai 1984, repris dans la Revue de Défense Nationale, Octobre 1984.

militaires. Cependant, cette appréciation doit être atténuée, d'une part parce que tous les investissements civils (notamment ceux qui suscitent des effets de démonstration ou qui résultent d'une erreur d'appréciation du marché) ne sont pas également rentables et d'autre part, parce que le secteur militaire peut, par ses commandes, maintenir le niveau de production et de compétitivité de secteurs entiers de l'économie (aéronautique, informatique, construction navale, principalement). Par les effets d'inertie qu'ils produisent sur les flux économiques, les budgets militaires soutiennent l'activité de branches industrielles entières et leur assurent une certaine sécurité et un potentiel de croissance supplémentaire, par l'essor des économies d'échelle et des effets de domination .

B) Les influences attendues d'un désarmement généralisé sont-elles très positives pour les pays en voie de développement ?

Dans un contexte de désarmement généralisé, deux grands types d'effet sont susceptibles d'apparaître, *ceteris paribus* : d'abord une limitation de la militarisation de l'économie, ensuite des effets plutôt positifs des transferts des activités militaires au profit des productions civiles.

a) la démilitarisation progressive de la vie économique et politique nationale.

Les situations diffèrent grandement entre les pays du Tiers-Monde. Cependant, depuis le début des années 80 on assiste à une démilitarisation du pouvoir central, particulièrement évidente en Amérique Latine. Celle-ci est susceptible de se réaliser aussi bien par la réduction des pouvoirs militaires dans le société civile, par l'absence d'organisation militaire politique ou par la "civilisation" des forces armées.

Les résultats de l'analyse économétrique de Looney⁴⁶ indiquent que les influences politico-bureaucratiques sont plus importantes dans la définition des dépenses militaires que les rivalités internationales. D'autre part l'importance des effets de substitution sont moins importants dans les pays producteurs que dans les pays seulement importateurs des armes nécessaires à leur défense. Enfin, les dépenses militaires n'ont que faiblement contribué à l'essor de la dette des pays du Tiers-Monde et notamment de ceux de l'hémisphère Sud. En tout état de cause, selon Ball, elles n'ont pas joué le rôle essentiel que d'aucuns souhaiteraient leur voir jouer a posteriori. On peut cependant s'interroger sur le cas particulier des pays du Golfe, notamment de l'Irak, pour lequel l'endettement à sans doute constitué un élément non négligeable de son action militaire au Koweït.

⁴⁶ LOONEY Robert : "Third-World Military Expenditure and Arms Production". Mac Millan Press, Hampshire and London, 1988.

militaires. Cependant, cette appréciation doit être atténuée, d'une part parce que tous les investissements civils (notamment ceux qui suscitent des effets de démonstration ou qui résultent d'une erreur d'appréciation du marché) ne sont pas également rentables et d'autre part, parce que le secteur militaire peut, par ses commandes, maintenir le niveau de production et de compétitivité de secteurs entiers de l'économie (aéronautique, informatique, construction navale, principalement). Par les effets d'inertie qu'ils produisent sur les flux économiques, les budgets militaires soutiennent l'activité de branches industrielles entières et leur assurent une certaine sécurité et un potentiel de croissance supplémentaire, par l'essor des économies d'échelle et des effets de domination .

B) Les influences attendues d'un désarmement généralisé sont-elles très positives pour les pays en voie de développement ?

Dans un contexte de désarmement généralisé, deux grands types d'effet sont susceptibles d'apparaître, *ceteris paribus* : d'abord une limitation de la militarisation de l'économie, ensuite des effets plutôt positifs des transferts des activités militaires au profit des productions civiles.

a) la démilitarisation progressive de la vie économique et politique nationale.

Les situations diffèrent grandement entre les pays du Tiers-Monde. Cependant, depuis le début des années 80 on assiste à une démilitarisation du pouvoir central, particulièrement évidente en Amérique Latine. Celle-ci est susceptible de se réaliser aussi bien par la réduction des pouvoirs militaires dans le société civile, par l'absence d'organisation militaire politique ou par la "civilisation" des forces armées.

Les résultats de l'analyse économétrique de Looney⁴⁶ indiquent que les influences politico-bureaucratiques sont plus importantes dans la définition des dépenses militaires que les rivalités internationales. D'autre part l'importance des effets de substitution sont moins importants dans les pays producteurs que dans les pays seulement importateurs des armes nécessaires à leur défense. Enfin, les dépenses militaires n'ont que faiblement contribué à l'essor de la dette des pays du Tiers-Monde et notamment de ceux de l'hémisphère Sud. En tout état de cause, selon Ball, elles n'ont pas joué le rôle essentiel que d'aucuns souhaiteraient leur voir jouer a posteriori. On peut cependant s'interroger sur le cas particulier des pays du Golfe, notamment de l'Irak, pour lequel l'endettement à sans doute constitué un élément non négligeable de son action militaire au Koweït.

⁴⁶ LOONEY Robert : "Third-World Military Expenditure and Arms Production". Mac Millan Press, Hampshire and London, 1988.

nationale⁴⁹. L'Armée n'est pas concernée seulement par ses tâches militaires, elle est aussi directement concernée par la vie sociale ou par des idéaux. Il est fréquent que les militaires soient plus concernés par la politique intérieure que par la défense d'un pays faiblement menacé. Une procédure de désarmement tendrait inéluctablement à limiter ce type de comportement.

Cependant, l'augmentation des dépenses militaires de deux Etats ennemis conduit souvent à un simple maintien, voire à une dégradation, de la sécurité internationale et, dans ces conditions, une réduction négociée des dépenses militaires pourrait être envisagée, ceteris paribus. Dans l'hypothèse d'une paix permanente, les dépenses militaires exercent inéluctablement un effet négatif sur le développement économique mondial ; il arrive souvent que les effets de domination qu'engendre la force militaire ou certaines formes de militarisation de l'économie produisent des effets positifs sur les économies nationales dominantes. La réduction des effets de domination peut être un élément positif pour les pays en voie de développement.

b) trois modèles concluant sur les effets positifs pour la croissance économique d'une procédure de désarmement

Trois modèles de l'économie mondiale ont simulé une réduction des dépenses militaires⁵⁰.

1) Le modèle mondial de Léontief et Duchin⁵⁰ aboutit à la conclusion selon laquelle le transfert des ressources vers les pays pauvres favorise leur développement économique et qu'en ce sens, un désarmement pour le développement est souhaitable. Une mesure de désarmement aurait un effet positif pour l'ensemble des régions du monde et les transferts de ressources augmenteraient sensiblement la consommation et le PIB par habitant des pays arides d'Afrique, des pays d'Asie à faibles revenus ou de l'Afrique tropicale. Ces résultats, pour spectaculaires qu'ils paraissent pour les pays sous-développés faiblement peuplés, n'en sont

⁴⁹ TINBERGEN Jan : "World Peace Policy" in "Peace, Defence and Economic Analysis". Proceedings of a Conference held in Stockholm jointly by the International Economic Association and the Stockholm International Research Institute" Edited by Christian SCHMIDT and Frank BLACKABY, Mac Millan Press, London, 1987.

⁵⁰ FONTANEL Jacques : "Désarmement et pays en voie de développement" in "Désarmement, développement, emploi", Informations et commentaires, n° 68, Revue trimestrielle, Lyon, Juillet-Septembre 1989.

⁵⁰ LEONTIEF & DUCHIN : "Worldwide implications of hypothetical changes in military spending". Rapport pour les Nations Unies, New York, 1980. LEONTIEFF & DUCHIN : "Military spending : Facts and Figures, Worldwide implications and Future Outlook". Oxford University Press, 1983.

pas moins peu significatifs. Ainsi, une réduction de 1,2 % des dépenses militaires par an de 1980 à l'an 2000 favoriserait la croissance économique de tous les pays, 1 % pour le Japon, 0 % pour les pays de l'OPEP, 1,5 % pour l'Amérique du Nord, 3 % pour l'Europe, 10 % pour les pays d'Asie à économie planifiée, 20 % pour les pays d'Asie à faibles revenus ou pour l'Afrique tropicale, sur une période de 20 ans. Les chiffres indiquent très globalement le sens de l'impact économique du désarmement. Contrairement à l'hypothèse de baisse de la demande de matières premières consécutive à une réduction des dépenses militaires, le modèle de Leontief et Duchin montre que la nouvelle croissance engendrée par ce désarmement ne met pas en péril l'économie des pays producteurs de matières premières, appartenant généralement aux pays du Tiers-Monde.

Tableau n° 1 - Evolution de la demande de matières premières en cas de désarmement ou de maintien de la course aux armements

Ressources	Maintien course aux armements	Désarmement
Pétrole	3,9	1,0
Nickel	3,1	2,2
Cuivre	- 0,3	2,4
Zinc	- 0,3	2,7
Bauxite	- 1,1	3,0
Etain	- 1,8	3,2
Fer	- 3,9	3,4
Charbon	- 5,5	4,0
Gaz naturel	- 6,5	3,4

2) Une simulation fondée sur le modèle mondial de l'UNITAD⁴¹ teste un premier scénario dans lequel il n'y a aucune distribution des revenus à la suite d'une procédure de désarmement et un second scénario qui propose une politique fondée sur la satisfaction des besoins de base, sous l'hypothèse que les crédits dégagés soient utilisés à la promotion d'activités économiques de faible dimension et à forte productivité dans les pays en voie de développement. Deux cas sont analysés : 1) le désarmement permet la satisfaction de l'objectif d'une aide publique au développement égal à 0,7 % du PNB et 2) le tiers des dépenses militaires mondiales sont transférées à des programmes de développement en faveur des pays en voie de développement (soit par une aide directe des pays développés correspondant à un effort supplémentaire de solidarité de l'ordre du tiers de leurs dépenses militaires épargnées, soit par un transfert des allocations internes des ressources militaires vers des activités civiles productives).

⁴¹ ROYER J. "Long-Term Employment Impact of Disarmament Policies". ILO, December 1985.

Tableau n°3 - Simulations des conséquences du désarmement

Hypothèses % par an	Taux de croissance moyen (1990-2000)			
Hypothèses de désarmement	Pays développés		Pays en voie de développement	
	Sans redistribution revenus	Besoins de base	Sans aide	Besoins de base
Désarmement avec aide publique 0,7 % du PNB	3,3	3,6	7,7	8,9
Désarmement : 1/3 des dépenses militaires	3,5	3,7	8,6	9,4
	Création d'emplois (en millions)			
aide publique 0,7 % du PNB	2	8	19	127
Désarmement : 1/3 des dépenses militaires	7	10	73	169

Si pour les pays développés la création d'emplois apparaît modeste, il en va différemment pour les pays en voie de développement. A court terme, la réduction des dépenses militaires déprime la demande et favorise les pertes d'emplois, jusqu'à ce que la croissance des pays en voie de développement exprime ses retombées par l'accroissement de la demande vers les zones plus développées. Si l'amélioration de l'assistance est combinée avec des politiques fondées sur les besoins de base, une croissance supplémentaire annuelle importante et une création considérable d'emplois en résultent. Ces effets jouent d'autant mieux s'il existe des mesures de libéralisation des marchés et de la monnaie. Cependant, ces gains peuvent être aisément balayés par les termes de l'échange ou par l'accroissement du taux d'intérêt et des paiements de la dette qui pèsent sur les pays en voie de développement. Enfin, il n'est pas possible avec le seul désarmement de résoudre tous les problèmes des pays en voie de développement. Notamment, même dans l'hypothèse la plus satisfaisante, la consommation réelle par habitant de l'Afrique sub-saharienne continuera à décroître du fait de l'accroissement de la population et de la faiblesse de la production agricole. Il n'est guère possible d'améliorer le bien-être d'une grande majorité de la population de ce continent sans de substantielles améliorations de la productivité

agricole. Les efforts principaux doivent être accomplis par les pays en voie de développement eux-mêmes.

3) Selon le modèle LINK⁵², des réductions de dépenses militaires de l'ordre de 10 %, accompagnées d'un accroissement de l'aide (0,7 % du GNP) conduiraient à un accroissement de 1,7 % du PNB dans les pays en voie de développement et de 0,2 % dans les pays développés dans l'hypothèse maximale selon laquelle ce transfert se porterait essentiellement sur les biens d'investissement. Si l'aide était gaspillée, la croissance des pays du Tiers-Monde resterait la même, alors que la croissance des pays développés diminuerait de 0,3 %. Il faut que les pays en voie de développement utilisent au moins 60 % de leurs ressources d'aide pour permettre aux pays développés de ne pas connaître une réduction de leur croissance par rapport à l'hypothèse de base. Dans un autre scénario du modèle LINK, les Etats-Unis, l'URSS et le Japon sont les principaux donateurs de 53 milliards de dollars jusqu'en 1993, au titre de leur désarmement et en faveur du développement des pays du Tiers-Monde. Dans ce cas, le sentier de croissance de l'économie mondiale passe de 0,9 à 1,7 % par an, mais les pays développés subissent une décroissance annuelle de l'ordre de 0,2 % par rapport au trend normal, alors que les pays en voie de développement reçoivent un essor supplémentaire allant de 10 % pour les pays d'Afrique sub-saharienne à 2% pour les pays du Moyen-Orient exportateurs de pétrole⁵³.

Cependant, le désarmement ne peut pas se limiter à des choix quantitatifs sur la limitation des dépenses militaires. En effet, il ne faut pas oublier que les gouvernements nationaux ont toujours à défendre les intérêts des peuples qu'ils représentent dans un environnement international jugé hostile. Le désarmement requiert une série de décisions sur les priorités politiques, sur l'ordre économique international, sur la nature du développement, sur le taux et la direction du progrès technologique susceptible d'être développé dans une société moins militarisée, sur la gestion de l'environnement naturel ou sur la réallocation et la répartition des ressources économiques.

c) les études nationales de reconversion avec ou sans transferts

Les analyses faites sur la reconversion des activités militaires des pays du Tiers-Monde sont généralement présentées selon les deux hypothèses de l'existence ou non d'un transfert des ressources de la part des pays développés en situation de désarmement.

⁵² Modèle cité par Robin LUCKHAM : "Disarmament and development in all its aspects with a view to drawing appropriate conclusions". Draft prepared for the UN Department of Disarmament Affairs, January, 1986.

⁵³ KLEIN Lawrence : "Disarmament and Development" in "Science, War and Peace" Edited by Jean-Jacques SALOMON, Economica, Paris, 1990.

1) En l'absence de transferts, pour les pays qui n'ont pas d'industries d'armement, les effets d'une réduction des dépenses militaires, si elle n'est pas compensée par une dépense au moins égale au maintien de l'ordre intérieur ou à l'achat de produits de luxe importés, sont positifs, même à court terme, car ils favorisent l'utilisation plus efficace des ressources rares. Pour les pays producteurs d'armes, une procédure de désarmement peut avoir des effets pervers à court terme, notamment pour les industries et régions directement concernées par les activités industrielles d'armement. A long terme, les effets devraient être positifs, si la régression économique conjoncturelle provoquée par la réduction des achats internes d'armement ne conduit pas à des effets d'irréversibilité, notamment en matière de conversion d'activité. Il est probable même qu'une bonne gestion de la réduction des dépenses militaires aurait des incidences positives à long terme sur la recherche-développement civile, sur la productivité réelle des économies nationales ou sur la confiance dans les relations internationales d'échange, qui ne peuvent pas être mesurées par les études économétriques, qui n'appréhendent en général que des évolutions à court terme, dans lesquelles le passé (caractérisé par la course aux armements) se répète dans l'avenir. Cependant bien que de nombreux pays en voie de développement consacrent une proportion non négligeable de leurs ressources à des fins militaires, les grandes sommes désengagées dans l'armement devraient être concentrées dans un faible nombre de pays. Au fond, le désarmement dans les pays du Tiers-Monde semble exercer des effets favorables sur l'économie nationale, même si les pays producteurs d'armement risquent de connaître quelques difficultés de conversion à court terme, qui seront largement compensés par la réduction des importations afférentes à l'effort industriel militaire et par l'augmentation symétrique des dépenses publiques civiles.

2) L'effort de désarmement accompagné d'un transfert de ressources au bénéfice des pays du Tiers-Monde ne peut favoriser le développement économique que s'il n'est pas confisqué par un groupe social particulier qui décide de l'affecter à des emplois improductifs (exportations de capitaux, importations de produits de luxe, par exemple). Autrement dit, un transfert n'a d'intérêt que s'il s'exprime dans une activité fortement productive. Parfois, du fait des effets de démonstration qu'il suggère, le transfert peut avoir un effet négatif par les tensions inflationnistes qu'il provoque. En outre, un transfert de ressources peut être l'occasion de nouveaux marchés pour les pays développés et d'une nouvelle dépendance pour les pays pauvres. Ainsi, James LEBOVIC⁴⁴ a pu mettre en évidence la prédominance des considérations politico-militaires dans l'aide étrangère américaine, aussi bien sous la présidence de Carter pourtant fortement imprégnée de défense des droits de l'homme que sous la présidence de Reagan, largement influencée par la recherche de la puissance militaire nécessaire

⁴⁴ LEBOVIC James H. : "National Interests and United States Foreign Aid". *Journal of Peace Research*, Vol. 25, n° 2, June 1988.

à la sécurité américaine. Le transfert répond alors d'abord à des considérations politico-militaires, ensuite aux intérêts économiques du donateur et enfin seulement aux nécessités du développement économique des pays du Tiers-Monde. Il faut donc que les pays en voie de développement évitent que le transfert ne soit, au total, paupérisant. Si le transfert se fait en monnaie inconvertible, le pays receveur doit nécessairement se fournir dans le pays donateur, qui peut en profiter pour réintroduire des flux d'échanges inégaux. Si le transfert se fait en nature, il n'est pas évident que le produit concerné satisfasse les besoins de développement des pays receveurs; par exemple, si l'aide se fait sur une marchandise qui concurrence directement ou indirectement l'industrie nationale du pays pauvre, le résultat, à terme, peut être très négatif pour le Tiers-Monde, d'autant que chaque produit charrie une culture et les valeurs dominantes de la société dans laquelle il a été créé.

Il est intéressant enfin d'analyser l'opposition traditionnelle entre les dépenses militaires et les dépenses de santé ; elle n'est pas toujours justifiée, car il est rare qu'une augmentation des dépenses militaires se traduise simultanément par une réduction de l'effort public en matière de santé. Pour les pays en voie de développement , les études concernant la relation dépenses militaires/dépenses de santé/ dépenses d'éducation produisent des résultats contradictoires. Si les rapports Brandt, Palme et Thorsson⁵⁵ affirment que les dépenses militaires menacent la croissance économique et le développement et donc la sécurité de demain, ils condamnent l'utilisation des fonds publics dans le secteur militaire au détriment de la santé et de l'éducation. Comme pour les pays développés, les études économétriques sur la relation négative entre les dépenses de santé et les dépenses militaires fournissent des résultats contradictoires. Ainsi, si Deger et Looney confirment cette hypothèse, celle-ci est remise en question par Kennedy ,

⁵⁵ BRANDT W : "La folie orchestrée. La course aux armements et la famine dans le monde". Economica, Paris, 1988 (Edition française). BRANDT Willy et al. (Independent Commission on International Development Issues) : "North-South, a Programme for Survival". Pan, New York, 1980. Nations Unies (sous la Direction de Inga Thorsson) : "Etude sur les rapports entre le désarmement et le développement", A/36/356; New York, 3 Septembre 1981. PALME Olof : "Common security : a programme for disarmament". The report of the Independent Commission on Disarmament and Security issues under the chairmanship of Olof Palme. Pan Books Ltd, London, 1982.

Ames & Goff, Hayes et Verner⁶⁶. Au fond, on peut s'interroger sur la permanence d'une relation qui peut effectivement évoluer en fonction de la situation économique concrète dans laquelle les choix sont réalisés par les gouvernants. La plupart des analyses faites dans les pays en voie de développement concluent que les pays militairement faiblement dépensiers sont aussi des consommateurs réservés en matière d'éducation et de santé (et vice versa), que les dépenses militaires ne sont pas moins vulnérables que les autres formes de dépenses publiques à une réduction du budget de l'Etat et qu'il n'y a guère de retombées sur les efforts en matière de santé et d'éducation à la suite d'une augmentation des dépenses militaires. Dans l'étude récente de Harris, Kelly et Pranowo⁶⁷, l'hypothèse selon laquelle plus la part des dépenses publiques affectée aux dépenses militaires est importante et moins la part des dépenses de santé et d'éducation est élevée n'est vérifiée que dans 40 % des cas recensés portant sur 50 pays. En outre, la vulnérabilité des dépenses militaires à une réduction des dépenses publiques n'est pas aussi faible qu'on a bien voulu le dire, malgré les effets d'inertie importants qui existent dans ce type d'activité compte tenu de la place accordée aux frais de personnels. L'analyse de Hicks et Kubisch⁶⁸ souligne que les dépenses sociales sont les moins vulnérables, à une réduction des dépenses publiques dans les PVD, avant les dépenses de défense et d'administration et nettement avant les secteurs productifs et d'infrastructure. Cette étude, sous une forme plus

⁶⁶ DEGER Saadet : "Human resources, Government Education Expenditure and the Military Burden in Less Developed Countries". *Journal of Developing Areas*, Vol. 20, n° 3, 1985.

LOONEY Robert : "Austerity and Military Expenditures in Developing Countries : The Case of Venezuela". *Socio-Economic Planning Sciences*, Vol. 20, n° 3, 1986.

KENNEDY Gavin : "The military of the Third World". Duckworth, London, 1974.

AMES Barry & GOFF Ed. : "Education and Defense Expenditure in Latin America 1948-68" in LISKE, LOEHR, McCAMENT eds. : "Comparative Public Policy : Issues, Theories and Methods". John Wiley, New York, 1975.

HAYES Margaret : "Policy Consequences of Military Participation in Politics : an analysis of trade-offs in Brazilian Federal Expenditures", in LISKE, LOEHR & McCAMENT eds. "Comparative Public Policy : Issues, Theories and Methods". John Wiley, New York, 1975.

VERNER Joel : "Budgetary Trade-Offs Between Educational and Defense in Latin America : a research note". *Journal of Developing Area*, Vol. 18, n° 3, 1983.

⁶⁷ HARRIS Geoffrey, KELLY Mark & PRANOWO : "Trade-offs Between Defence and Education/Health Expenditures in Developing Countries". *Journal of Peace Research*, Vol. 25, n° 2. 1988.

⁶⁸ HICKS Norman et KUBISCH Ann : "The Effects of Expenditure Reductions in Developing Countries". World Bank, Washington, 1983. HICKS & KUBISCH : "Cutting Government Expenditure in LDC's". *Finance and Development*, Vol. 21, n° 3, 1984.

désagrégée, a été reprise par Harris, Kelly et Pranowo, dont la conclusion principale attire l'attention sur la réduction plus rapide du budget militaire par rapport aux dépenses publiques de santé et d'éducation dans l'hypothèse d'une réduction des dépenses publiques. Cette analyse conduit cependant les auteurs à considérer qu'il n'y a pas vraiment d'effets de substitution entre les dépenses sociales et les dépenses militaires. Cette conclusion d'Harris, Kelly et Pranowo est pourtant un peu trop rapide, car elle ne tient pas compte de la redistribution des charges de la sécurité sociale supportées par les différentes catégories sociales. En effet, les dépenses de sécurité sociale s'avèrent assez vulnérables à une réduction des dépenses de l'Etat, ce qui tend évidemment à réduire sensiblement l'objectif de bien-être de la population au bénéfice de la défense nationale. Au fond, si les dépenses de santé restent stables, le remboursement des soins pour toutes les catégories sociales n'est pas assuré ; dans ces conditions, à dépenses équivalentes, la disponibilité des services de santé est fortement modifiée du fait de la régression importante du système public d'assurance contre la maladie. Or, il existe une relation au moins indirecte entre les dépenses militaires et les dépenses sociales, si l'on inclue dans celles-ci la répartition des soins et la disponibilité des matériels sanitaires à l'ensemble des couches sociales d'un pays. Une étude pays par pays met en évidence des résultats divergents, ce qui confirme, au niveau général, l'absence directe de liens entre les dépenses militaires, les dépenses de santé et les dépenses d'éducation.

En matière de développement, il faut se méfier des évidences. Si au niveau global, il est indubitable que les pays en voie de développement supportent le fardeau de leur armement, la suppression de celui-ci peut avoir des effets militaires, stratégiques et économiques irréversibles aggravant incontestablement leur situation de pauvreté. Il est donc erroné de dire que tout processus de désarmement conduit à une amélioration du bien-être, il peut être l'occasion de régression s'il s'accompagne d'un maintien des inégalités ou d'une domination politique, économique et militaire d'un autre pays.

Il est encore difficile de dire si le processus de désarmement, largement remis en cause par l'affaire irakienne encore bien faiblement engagé par les grandes puissances aura des effets positifs pour les pays du Tiers-Monde. Ce qui par contre peut être affirmé, c'est qu'en l'absence d'une réelle volonté des Etats industrialisés à aider les pays du Tiers-Monde à sortir de leur marasme économique, les conditions d'une paix durable ne seront jamais réunies et le processus de désarmement sera rapidement voué à l'échec.

Bibliographie et notes

- **SEN Amartya** : "Public action and the quality of life in developing countries". Oxford Bulletin of Economics and Statistics, November 1981. "Development : which way now ?". Economic Journal, Vol. 93, December 1983 pp. 745-762.
- **DEGER Saadet** : "Military expenditure in Third World Countries. The economic effects". International Library of Economics. Routledge & Kegan Paul, London, Boston and Henley, 1986.
- **BENOIT Emile** : "Defence and Economic Growth in Developing Countries". Boston, D.C. Heath, Lexington Books, 1973. **BENOIT Emile** : "Growth and defence in developing countries". Economic Development and Cultural Change, Vol. 26, January 1978, pp. 271-280.
- **BALL Nicole** : "Defence and Development : a critique of the Benoit Study". Economic Development and Structural Change. Vol. 31, April 1983, pp 507-524.
- **DEGER Saadet & SMITH Ron** : "Military expenditure and growth in less developed countries". Journal of Conflict Resolution, 1983.
- **FONTANEL Jacques** : "L'économie des armes", La Découverte, Paris, 1984.
- **SMITH Dan & Ron** : "The Economics of Militarism". Pluto Press, London, 1983.
- **FONTANEL Jacques & Ron SMITH** : "Analyse économique des dépenses militaires". Stratégique, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. Paris, Troisième Trimestre 1985.
- **FONTANEL & SMITH** : "Analyse économique des dépenses militaires". Stratégique, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. Paris, Troisième Trimestre 1985.
- **FONTANEL Jacques et SARAIVA José** : "Les industries d'armement comme vecteur du développement économique des pays du Tiers-Monde". Etudes Polémologiques, Institut Français de Polémologie, n°430, Paris, 1986.
- **LEONTIEFF W et DUCHIN F.** : "Worldwide implications of hypothetical changes in military spending". Rapport pour le Groupe des Nations Unies "Désarmement pour le Développement". New York, 1980.
- **LEONTIEFF & DUCHIN** : "Worldwide implications of a limitation on military spending". Rapport pour le Groupe d'experts des Nations Unies "Désarmement pour le Développement". New York, 1980. - **LEONTIEFF W. & DUCHIN F.** : "Military Spending. Facts and Figures. Worldwide Implications and Future Outlook". Oxford University Press, Oxford & New York, 1983.

- **FONTANEL Jacques** : "Military expenditures and Economic growth (France, Morocco)". Rapport pour le Groupe d'experts des Nations Unies "Désarmement pour le Développement", Grenoble, 1980.
- **LEBOVIC James H.** : "National Interests and United States Foreign Aid". Journal of Peace Research, Vol. 25, n°2, June 1988.
- **COLARD, GUILHAUDIS, FONTANEL** : "Le désarmement pour le développement, un pari difficile". Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, Les Sept Epées, Paris, 1981.
- **THORSSON Inga** : "In pursuit of Disarmament. Conversion from military to civil production in Sweden". Report by the Special Expert Inga Thorsson, Stockholm, 1984.
- **BRANDT Willy et al.** (Independent Commission on International Development Issues) : "North-South, a Programme for Survival". Pan, New York, 1980.
- **PALME O et al** (Independent Commission on Disarmament and Security) : "Common Security". Simon & Schuster, New York, 1982.
- **Nations Unies** (sous la Direction de Inga Thorsson) : "Etude sur les rapports entre le désarmement et le développement", A/36/356; New York, 3 Septembre 1981.
- **DEGER Saadet** : "Human resources, Government Education Expenditure and the Military Burden in Less Developed Countries". Journal of Developing Areas, Vol. 20, n°3, 1985.
- **LOONEY Robert** : "Austerity and Military Expenditures in Developing Countries : The Case of Venezuela". Socio-Economic Planning Sciences, Vol. 20, n°3, 1986.
- **KENNEDY Gavin** : "The military of the Third World". Duckworth, London, 1974.
- **AMES Barry & GOFF Ed.** : "Education and Defense Expenditure in Latin America 1948-68" in LISKE, LOEHR, McCAMENT eds. : "Comparative Public Policy : Issues, Theories and Methods". John Wiley, New York, 1975.
- **HAYES Margaret** : "Policy Consequences of Military Participation in Politics : an analysis of trade-offs in Brazilian Federal Expenditures", in LISKE, LOEHR & McCAMENT eds. "Comparative Public Policy : Issues, Theories and Methods". John Wiley, New York, 1975.
- **VERNER Joel** : "Budgetary Trade-Offs Between Educational and Defense in Latin America : a research note". Journal of Developing Area, Vol. 18, n°3, 1983.
- **HARRIS Geoffrey, KELLY Mark & PRANOWO** : "Trade-offs Between Defence and Education/Health Expenditures in Developing Countries". Journal of Peace Research, Vol. 25, n°2. 1988.
- **HICKS Norman et KUBISCH Ann** : "The Effects of Expenditure Reductions in Developing Countries". World Bank, Washington, 1983. **HICKS & KUBISCH** : "Cutting Government Expenditure in LDC's". Finance and Development, Vol. 21, n°3, 1984.
- **ROYER J.** "Long-Term Employment Impact of Disarmament Policies". ILO, December 1985.

- VARAS A : "Military Spending and the Development Process"/ Disarmament, Vol IX, Number 3, Autumn 1986. United Nations. New York.
- SCHULTZE Charles : "Use the Peace Dividend to Increase Saving". Challenge, March-April 1990.
- KLEIN Lawrence R. : "The Economics of Turning Swords into Plowshares". Challenge, March-April 1990.
- MELMAN Seymour : "The permanent war economy". Simon & Schuster, New York, 1974.
- FONTANEL Jacques : Aspects économiques de la militarisation et de la démilitarisation dans l'Hémisphère Sud". Colloque "Géostratégie dans l'Hémisphère Sud". Ile de la Réunion, Juin 1990 (à paraître).
- FONTANEL Jacques : "Economie du désarmement". Stratégique. N° Spécial Désarmement. A paraître.
- LOONEY Robert E. : "Third-World Military Expenditure and Arms Production" Foreword Robert L. West, Mac Millan Press, London, 1988.
- BENOIT Emile : "Growth and Defense in developing countries". Economic Development and Cultural Change, n°2, January 1978.
- VARAS Augusto : "Military spending and the Development process". Disarmament, Review by The United Nations, Vol. IX, Number 3, New York, Autumn 1986.
- GYIMAH-BREMpong Kwabena : "Defense spending and economic growth in Subsaharan Africa : an econometric investigation". Journal of Peace Research, n°1, 1989.
- SMITH Ron & Dan : " The economics of militarism". Pluto Press, London, 1983.
- FONTANEL Jacques : "The economic effects of military expenditure in Third-World Countries". Journal of Peace Research (à paraître en 1990).
- WULF Herbert : "Developing countries" in The structure of the Defense Industry" ed. Nicole Ball and Milton Lietenberg, Croom Helm, London, 1983.
- WHYNES David : "The Economics of Third World Military Expenditure". Mac Millan, London, 1979.
- DUMMOND-SARAIVA José : "L'industrie brésilienne d'armement".. Premiers documents d'une Thèse d'économie à Grenoble, à paraître fin 1990.
- PEARSON Frederic : "The correlates of Arms Importation". Journal of Peace Research, Vol 26, n°2, 1989.
- FONTANEL Jacques : "Désarmement et pays en voie de développement" in "Désarmement, développement, emploi", Informations et commentaires, n° 68, Revue trimestrielle, Lyon, Juillet-Septembre 1989.
- LAMBELET Jean Christian et LUTERBACHER Urs : "Conflict, Arms Races and War : a synthetic approach" in "Peace, Defence and Economic Analysis". Proceedings of a